

RAPPORT DU REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

QUELLE VOIE FAUT-IL SUIVRE A PRESENT ?

Avant de passer en revue les activités et les réalisations des années scolaires 1987/88 et 1988/89, il convient de penser à l'avenir.

Tous ceux qui travaillent pour le compte des Ecoles Européennes peuvent s'attendre à une évolution très intéressante de celles-ci dans un proche avenir. Après avoir réglé la plupart des problèmes administratifs qui étaient restés en suspens et suite à de nombreuses innovations pédagogiques, le moment est venu de préparer le rôle de nos Ecoles et de notre système éducatif dans l'Europe qui se fera à partir de 1993.

Le fait que nos Ecoles jouissent d'une bonne réputation peut être perçue de plusieurs façons. Une enquête récente démontre que dans l'ensemble, nos anciens élèves réussissent très bien leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur. Les rapports relatifs aux élèves qui ont réintégré les écoles nationales démontrent que ceux-ci ont profité de leur scolarisation dans une Ecole Européenne. D'autre part, il s'avère que des villes ou des régions désireuses de créer une Ecole Européenne ou à la recherche de conseils relatifs à la création d'une école de type européen s'adressent de plus en plus souvent au Bureau. A cet égard, le document relatif à l'avenir des Ecoles Européennes (élaboré par les Directeurs) comporte de nombreuses suggestions utiles.

L'urgent pour nous est de définir la voie qu'il convient de suivre et tous ceux qui travaillent pour le compte des Ecoles Européennes, depuis les membres du Conseil Supérieur jusqu'aux élèves, sans oublier, bien sûr, ni les enseignants ni les parents d'élèves, peuvent contribuer à la formulation d'une réponse adéquate à la question ainsi posée.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

Au 15 septembre 1988, la situation est la suivante par Ecole :

	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	376	1.139	1.422	2.937
Bruxelles I	216	1.110	1.875	3.201
Bruxelles II	136	923	1.251	2.310
Mol	50	239	419	708
Varese	120	439	711	1.270
Karlsruhe	87	453	571	1.111
Bergen	91	279	364	734
Munich	57	303	411	771
Culham	82	287	418	787
Total	1.215	5.172	7.442	13.829

Cette situation indique une progression de 360 élèves par rapport à l'année précédente, soit une augmentation de 2,7 %.

L'augmentation concerne les Ecoles de :

Luxembourg	qui passe de 2.832 à 2.937 élèves (+ 3,7%)
Bruxelles I	" 3.058 à 3.201 " (+ 4,7%)
Bruxelles II	" 2.241 à 2.310 " (+ 3,-%)
Karlsruhe	" 1.099 à 1.111 " (+ 1,-%)
Bergen	" 702 à 734 " (+ 4,6%)
Munich	" 755 à 771 " (+ 2,1%)
Culham	" 741 à 787 " (+ 6,2%)

Pour les Ecoles suivantes, il faut constater une diminution des effectifs :

Mol	qui passe de 761 à 708 élèves (- 7,-%)
Varese	" 1.280 à 1.270 " (- 0,8%)

La diminution des effectifs de l'Ecole européenne de Mol s'explique partiellement selon les informations données par le Directeur, par l'augmentation de la contribution scolaire décidée par le Conseil supérieur en avril 1987 et par le fait qu'une contribution scolaire est demandée aux parents des agents du CEN jusqu'alors exonérés du paiement de la contribution.

La diminution des effectifs de l'Ecole européenne de Varese est insignifiante. Elle est due à la stabilité des fonctionnaires du Centre d'Ispra, dont les enfants ont achevé la scolarité obligatoire.

L'augmentation des effectifs des Ecoles européennes de Luxembourg, de Bruxelles I et de Bruxelles II est occasionnée pratiquement de manière exclusive par l'admission d'enfants de droit.

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES

La situation se présente comme suit pour les enseignants détachés :

Ecoles	en fonction au 15.9.1987	en fonction au 15.9.1988	en augmentation ou en diminution
Luxembourg	180	183	+ 1,7 %
Bruxelles I	198	208	+ 5,5 %
Bruxelles II	142	146	+ 2,8 %
Mol	71	66	- 7,1 %
Varese	106	102	- 3,8 %
Karlsruhe	80	82	+ 2,5 %
Bergen	64	66	+ 3,1 %
Munich	55	60	+ 9,1 %
Culham	71	73	+ 2,8 %
Total	967	986	+ 2,0 %

III. EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Le Conseil supérieur a pris connaissance des rapports de rentrée établis par les Directeurs en vue de la réunion des 31 janvier et 1er février 1989.

Les Directeurs attirent l'attention dans ces rapports sur les problèmes essentiels qui se posent. Ceux-ci concernent notamment des questions de locaux :

- à Luxembourg pour le cycle maternel et le cycle primaire. L'Ecole attire l'attention sur l'urgence de la mise en oeuvre des travaux de réalisation et il convient de lancer un nouvel appel au gouvernement luxembourgeois pour activer les démarches nécessaires. Le Directeur attire en outre l'attention sur la nécessité de procéder rapidement à la réparation des bâtiments de l'Ecole du Kirchberg.
- à Bruxelles II l'occupation des locaux a atteint la saturation tant au primaire qu'au secondaire. Il faut mentionner que les bâtiments préfabriqués ont été construits sur le terrain réservé au sport et que la salle polyvalente a dû être utilisée comme salle de classe. Il est urgent que l'annexe dont la création a été décidée par le Conseil supérieur soit mise en place rapidement. Elle devra permettre de dégager des locaux à Bruxelles II qui pourra accueillir à nouveau les élèves de droit qui, dans un certain nombre de cas, ont dû être orientés vers Bruxelles I.

- à Karlsruhe il convient de noter que le Land Baden-Württemberg a donné son accord pour la réalisation de la phase I de l'agrandissement de l'Ecole. Que les autorités allemandes soient remerciées pour l'intérêt qu'elles ont toujours manifesté pour le bien de l'Ecole.
- à Varese il faut rappeler que le montant annuel de 33.000 Ecu correspondant à la contribution accordée par le gouvernement italien pour l'entretien de l'Ecole est nettement insuffisant pour faire face aux travaux urgents mettant en cause la sécurité des élèves. Le gouvernement italien a donné son accord pour mettre à la disposition de l'Ecole un crédit important pour l'entretien extraordinaire des bâtiments. Malheureusement cet accord n'a pas pu être concrétisé encore. Il convient ici de solliciter une nouvelle fois les autorités italiennes pour que ces montants soient rapidement débloqués.

Je voudrais en outre attirer une nouvelle fois l'attention de la délégation italienne sur les inconvénients qui résultent du fait que l'Ecole n'est pas exonérée de la TVA sur les achats qu'elle réalise pour son fonctionnement. Les conséquences s'en font ressentir non seulement sur le budget de l'Ecole de Varese, mais également sur les budgets des deux Ecoles situées en Allemagne en raison de la clause de réciprocité qui interdit au gouvernement allemand d'exonérer de la TVA les Ecoles européennes situées sur son territoire tant que tous les autres Etats-Membres n'auront pas décidé l'exonération pour les Ecoles européennes situées dans leur pays.

IV. REALISATIONS DU CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE

1. Sur le plan administratif

a. Accords de financement

- accroissement de plus de 100 % du rendement de ces accords en trois ans : 1990 : plus de 800.000 Ecu
- d'autres accords sont en cours de négociation
- en 1990 : les contributions scolaires (total perçu) seront supérieures de 50 % (2.140.000 Ecu) aux montants perçus en 1988 (1.420.000 Ecu).

Concernant la question spécifique des enfants des agents de l'OTAN, de nouvelles négociations ont été ouvertes. Elles sont destinées à chercher une solution au problème soulevé par le Secrétariat général de cette organisation sur le plan politique.

b. Modernisation, centralisation, informatisation

- mise en oeuvre dès mai 1989 d'un plan d'informatisation de la comptabilité et de la gestion financière étalé sur quatre ans dont les premiers crédits de 340.000 Ecu sont inscrits au budget 1989.

c. Règlement financier

- mise en oeuvre au 1er janvier 1989 du nouveau Règlement financier qui prévoit :
 - a) un budget unique
 - b) la séparation des fonctions d'ordonnateur, de comptable et de contrôleur financier
 - c) la nomination d'un contrôleur financier
 - d) l'harmonisation des procédures budgétaires et de décharge des Ecoles avec celles des Communautés.

d. Fonctionnement du Conseil supérieur

- trois sessions par an dès 1989
- Représentant du Conseil supérieur à temps plein depuis octobre 1988
- nouveau Règlement intérieur du Conseil supérieur depuis janvier 1989
- limitation des participants aux réunions dès 1989

e. Chambre de recours

Fonctionnement de la Chambre de recours qui s'est réunie trois fois depuis le mois d'octobre pour statuer sur des pourvois introduits par les enseignants contre des décisions des Conseils d'administration.

2. Sur le plan pédagogique

a) Baccalauréat européen

Modification du Règlement du Baccalauréat européen destinée à améliorer la structure de cet examen qui constitue la pièce fondamentale de toute la structure des études des Ecoles européennes.

b) Formation continuée

Adoption d'un programme de formation continuée des enseignants du primaire et des enseignants du secondaire.

c) Certificat intermédiaire

Adoption d'une structure d'examen conduisant à la délivrance d'un certificat intermédiaire destiné aux élèves qui désirent quitter les Ecoles européennes à l'issue de la 5^{ème} année secondaire.

d) Réforme des structures internes

Adoption d'une réforme des structures internes du cycle secondaire accordant des décharges aux grandes Ecoles (Bruxelles I, Bruxelles II et Luxembourg) destinées à des coordinateurs pour les diverses matières.

e) Visites conjointes d'Inspecteurs

Adoption d'un programme de visites conjointes d'Inspecteurs tant du cycle primaire que du cycle secondaire destinées à l'examen des structures pédagogiques des Ecoles et à la recherche d'améliorations. Ces visites ont déjà été réalisées à Varese, à Bruxelles II, à Culham et à Luxembourg et ont donné lieu à des rapports très complets examinés et adoptés par le Conseil supérieur.

f) Aide aux enfants handicapés

Adoption d'un programme d'aide aux enfants handicapés avec inscription d'un crédit de 120.000 Ecu au Budget du Représentant du Conseil supérieur pour l'ensemble des Ecoles dès le 1er janvier 1990.

D'autres réalisations sont en cours, tant au plan administratif qu'au plan pédagogique. Des groupes de travail sont activement à la recherche de solutions aux questions qui se posent. Les réformes ci-dessus constituent des améliorations importantes sur les questions essentielles soulevées dans le passé par les rapports du Parlement européen et de la Cour des Comptes.

V. CONCLUSIONS

A la fin de la première année de mon mandat de Représentant du Conseil Supérieur, je tiens tout d'abord à remercier vivement tous mes collègues du Secrétariat. En effet, ils ont non seulement effectué les différents volets de leur travail d'une façon remarquable, mais ont fait en sorte que le début du mandat du nouveau Représentant soit à la fois agréable et passionnant.

Ils ont même fait preuve de beaucoup de bonne volonté et de tolérance lors de mes tentatives d'instauration de concepts modernes, comme la gestion de services et en équipe, lesquels, à mon sens, sont indispensables, si nous souhaitons fournir des services adéquats à tous les différents éléments dont se compose la filière des Ecoles Européennes. En particulier, je tiens à remercier mes collaborateurs les plus proches de notre équipe de gestion, à savoir Monsieur PINCK, Monsieur CHARLIER, Monsieur VYVERMAN et Madame GUILLICK. Je me rends bien compte que nous n'avons pas encore résolu tous nos problèmes administratifs et de procédure, mais nous y arriverons sans aucun doute !

Il importe de rationaliser et de centraliser, afin que nous puissions exercer convenablement nos fonctions de secrétariat. C'est la raison pour laquelle l'amorce de l'informatisation de notre travail nous semble si nécessaire et nous fait tant plaisir.

Le travail quotidien du Représentant est très varié et très intéressant. Il a la grande chance d'entrer en contact avec de nombreuses personnes qui évoluent dans le monde des Ecoles Européennes. Je remercie donc de leur collaboration dévouée : toutes les délégations, qui sont le pivot de notre organisme et qui nous permettent d'améliorer notre système ; les membres des Comités de préparation, qui ont accompli un travail formidable ces dernières années, en élaborant et en mettant en oeuvre un certain

nombre de réformes très importantes ; les enseignants, qui, malgré leur problèmes particuliers, sont restés des partenaires fidèles et compétents et ont participé de façon remarquable aux travaux des comités ; les parents d'élèves, qui se sont affirmés de façon très positive et coopérative ; et enfin, les élèves, pour lesquels nous travaillons tous, et de la part desquels j'ai reçu de nombreuses suggestions utiles. Je suis d'avis qu'il faudrait les faire participer davantage à notre travail.

D'autre part, il convient de souligner l'importance du travail qui se fait lorsque nous nous rassemblons au sein du Conseil d'administration de chacune des Ecoles, afin de discuter des problèmes mineurs et majeurs auxquels les Ecoles doivent faire face et de les résoudre dans la mesure du possible.

A cet égard, le Directeur occupe une position clé, en ce sens qu'il doit veiller au bon fonctionnement de l'Ecole, qu'il est le pivot de tout le mécanisme de l'Ecole et qu'il joue un rôle essentiel pour ce qui est des relations avec l'extérieur. Il s'agit donc d'une tâche astreignante, que nos Directeurs accomplissent à la perfection. Je remercie vivement tous les Directeurs, qui se sont toujours montrés disposés à discuter de la gestion, ainsi que des moyens d'apporter des améliorations à des Ecoles dont le niveau est déjà bon.

Je crois que nous avons tout lieu de nous féliciter des progrès que nous avons faits ensemble au cours de l'année écoulée. Cependant, il ne faut pas en rester là. Les résultats obtenus jusqu'ici doivent servir de tremplin à la création de conditions futures encore meilleures.

Jørgen OLSEN